



Date de dépôt : 19 mai 2026

Rapport

**de la commission des pétitions chargée d'étudier la pétition pour
le maintien des heures d'histoire au collège**

Rapport de majorité de Uzma Khamis Vannini (page 4)

Rapport de minorité de Joëlle Fiss (page 12)

Pétition (2253-A)

pour le maintien des heures d'histoire au collège

Suite à la nouvelle ordonnance fédérale qui réorganise la maturité¹, un projet d'application cantonal réduit considérablement le volume d'heures consacré à l'histoire pour les élèves du collège de Genève. Le nombre d'heures baisserait de moitié environ et, en 3^e et 4^e, il n'y aurait qu'un enseignement optionnel pour un petit nombre d'élèves.

Cette discipline permet un accès à des savoirs critiques et la construction de connaissances nécessaires à la compréhension du monde contemporain. Les enjeux actuels, politiques, sociaux et environnementaux, les réponses pacifiques à trouver face aux conflits et tensions internationales, l'analyse indispensable des revendications identitaires et mémorielles requièrent plus que jamais l'outillage épistémologique des sciences humaines et sociales en général et de l'histoire en particulier. La puissante montée des conservatismes et des populismes, avec sa remise en cause du droit international, des droits humains universels, de la rationalité du savoir, des enjeux climatiques et de biodiversité, etc., n'a jamais rendu aussi nécessaire un travail fondé sur les méthodes d'analyse des sciences humaines et sociales et sur les connaissances factuelles de l'histoire.

Préserver un accès pour tou-tes les élèves à une formation historique, à la connaissance du passé de notre communauté, à l'ouverture aux autres contextes nationaux et internationaux contribue à favoriser la participation citoyenne. Transmettre une culture générale fondamentale, inscrire les changements sociétaux actuels dans une perspective diachronique, favoriser la capacité de se décentrer, aiguïser l'esprit critique, tout cela est nécessaire à la compréhension de notre société, du fonctionnement démocratique et des enjeux électoraux. En effet, l'éducation à la citoyenneté, à la responsabilité civique, est la fonction politique fondamentale de l'enseignement d'histoire au secondaire dans une démocratie. En outre, la démarche historienne de critique des sources est irremplaçable pour éduquer nos jeunes aux médias, pour les aider à discerner le vrai du faux, à lutter contre la désinformation, à se forger une opinion et à argumenter le plus objectivement possible.

¹ Ordonnance sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale ORM du 28 juin 2023

Dans une perspective humaniste, continuer à transmettre ces outils aux adolescent-es permettrait de répondre aux exigences de la loi sur l'instruction publique, qui demande de développer « le sens des responsabilités, la faculté de discernement et l'indépendance de jugement ».

Pétition lancée par des représentant-es de la communauté historique et des sciences humaines de Genève comptant des membres de l' » Association pour l'Etude de l'Histoire Régionale », de la « Société d'histoire et d'archéologie de Genève », du « Département d'histoire générale » de l'Université de Genève, de l' » Institut universitaire de Formation pour l'Enseignement » de l'Université de Genève, de la « Société suisse d'histoire », de la « Société d'Histoire de la Suisse romande ».

N.B. 440 signatures²
Équipe de didactique de
l'histoire et de la citoyenneté
de l'IUFE (UNIGE)
M^{me} Valérie Opériol
Pavillon Mail
40, bd du Pont-d'Arve
1205 Genève

² Pour information, la pétition est en outre munie d'environ 1751 signatures électroniques.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Uzma Khamis Vannini

Cette pétition a été traitée lors des séances des 17 novembre 2025, 12 janvier et 2 février 2026, validée le 9 février 2026, le tout sous l'excellente présidence de M. Sandro Pistis, que je remercie. Les procès-verbaux ont été pris par M^{me} Coralie Tschanz et M. Christophe Vuilleumier que je remercie chaleureusement également pour leur remarquable travail.

« L'historien doit servir deux maîtres : le passé et le présent. »

Fritz Stern, historien germano-américain (1926-2016)

De l'audition des pétitionnaires (17.11.2025)

Audition de M^{me} Valérie Opériol, de M. Arnaud Cantatore et de M. Antoine Acker, pétitionnaires

M^{me} Opériol indique qu'elle forme les enseignantes et enseignants du primaire et du secondaire en histoire, et précise qu'elle a elle-même enseigné cette discipline. Elle précise les éléments suivants :

- La démarche des pétitionnaires trouve son origine dans le projet de refonte de la maturité gymnasiale, lequel prévoyait initialement une réduction soit d'un quart, soit de moitié des heures d'histoire au collège ;
- Ils sont soutenus par de nombreux historiens, par la Société suisse d'histoire, par diverses personnalités politiques ainsi que par des parents d'élèves ;
- Le modèle finalisé maintient le volume horaire actuel ;
- La pétition a contribué à ce résultat ;
- Il est nécessaire de garantir la stabilité de cet enseignement sur le long terme.

Elle rappelle que l'histoire étudie les transformations du passé et permet aux jeunes de comprendre la société contemporaine, de développer une pensée complexe et d'anticiper les enjeux futurs.

M^{me} Opériol cite l'exemple de la commémoration de l'Escalade, moment où se mêlent récit historique, traditions et vie quotidienne. Elle souligne que cette discipline offre un espace privilégié pour aborder des questions de valeurs avec des adolescents, âge où l'apprentissage du débat est essentiel.

M. Acker se présente comme professeur d'histoire au Département d'histoire de l'Université de Genève et souligne les points suivants :

- L'histoire joue un rôle polyvalent dans la formation des jeunes ;
- Cette discipline contribue à la construction de la citoyenneté, à la compréhension des institutions et des évolutions sociales dans le temps ;
- Il est fondamental d'apprendre à analyser les sources et leurs intentions, notamment dans un contexte marqué par l'intelligence artificielle et la prolifération de fausses informations.

Il relève que l'histoire croise de nombreuses autres disciplines telles que l'économie, la politique, la littérature et même les sciences naturelles, et il souhaite que les futurs étudiants puissent accéder à une formation solide dès le collège.

M. Cantatore explique qu'il enseigne l'histoire et qu'il participe également à la formation des enseignants.

Discussion avec les pétitionnaires

Une députée (Ve) demande comment expliquer le fait que certains jeunes déclarent n'avoir jamais entendu parler de la Shoah. Elle souhaite savoir comment les intervenants mettent cet élément en lien avec le développement du sens des responsabilités. Elle interroge également la place accordée au rapport Bergier dans l'enseignement ainsi que la pertinence des visites, telles que celles organisées à Auschwitz, pour renforcer les capacités d'analyse critique des élèves.

M^{me} Opériol confirme que les voyages à Auschwitz sont proposés aux enseignantes et enseignants, et explique que la Shoah est enseignée en 11^e année du cycle d'orientation et en 3^e année du collège. Elle souligne que cet enseignement inclut également un éclairage sur la position de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. Elle répond que la Shoah est présente dans le plan d'études du CO et qu'il est indispensable de dispenser cet enseignement.

Une députée (Ve) demande comment ce type d'expérience est ensuite relié à l'étude de l'histoire en classe.

M. Acker estime que le rapport Bergier a constitué un enjeu national majeur, ayant suscité de nombreuses controverses liées à son interprétation historique. Il souligne l'importance d'offrir aux élèves un cadre leur permettant de distinguer le vrai du faux, d'identifier les intérêts en jeu et de comprendre ce qui relève d'une démarche scientifique.

Un député (S) interroge les auditionnés sur une éventuelle concurrence entre disciplines. Il demande si, dans le cadre de la réforme, certains milieux académiques auraient défendu une réduction des cours d'histoire au profit d'autres enseignements et à quelles branches aurait profité une telle diminution.

M. Cantatore explique que dans la nouvelle grille de maturité, les branches scientifiques voient leur volume horaire augmenter, notamment en raison des critiques formulées par l'EPFL, qui estime que le niveau des élèves entrant n'est pas suffisant et évoque la possibilité d'un *numerus clausus*. Il relève que, dans ce contexte, chaque discipline a dû défendre sa place. Il indique que les sciences humaines se sont retrouvées en fin de chaîne lors des arbitrages et que Genève dispose déjà de l'une des grilles horaires les plus basses de Suisse, ce qui a conduit les premiers modèles à proposer une réduction des heures d'histoire. Il précise que, dans la version finalement retenue, la répartition serait la suivante : 2 heures en 1^{re} année, 2 heures en 2^e année, aucune en 3^e année et 4 heures en 4^e année. Il souligne qu'aucune augmentation de la grille horaire n'a été envisagée, d'où les arbitrages contraints.

Un député (S) demande s'il serait envisageable de répartir l'enseignement de l'histoire sur les trois premières années.

M. Cantatore répond que l'histoire a été placée là où des périodes étaient disponibles. Il estime que cette décision relève davantage d'un choix technique que d'une réflexion pédagogique.

Un député (S) demande comment ce processus en est arrivé à ce résultat et quels seraient leurs souhaits si la commission devait envisager un renvoi au Conseil d'Etat.

M^{me} Opériol indique qu'ils ont dû agir rapidement pour lancer la pétition. Elle rappelle qu'un groupe de travail a été constitué au sein de la Société suisse d'histoire afin de défendre l'enseignement de la discipline.

M. Cantatore précise que les enseignantes et enseignants du collège n'ont été consultés que dans un deuxième temps. Il explique qu'au mois de mars, les groupes de discipline ont été amenés à travailler sur deux scénarios : une réduction de 50% ou une réduction de 25% des heures d'histoire. La pétition a été déposée en juin. Il ajoute qu'actuellement, tous les groupes élaborent leurs nouveaux plans d'études avec un horizon fixé à 2028, ce qui laisse une marge pour ajuster la grille horaire. Il indique que la géographie a également formulé une demande en ce sens.

M^{me} Opériol souhaite savoir s'il serait possible de garantir un minimum de deux heures par année en 3^e et 4^e années plutôt qu'une répartition allant de 0 à 4 heures.

M. Cantatore relève l'absence de cohérence pédagogique dans le schéma retenu, indiquant que les heures ont été réparties en fonction des disponibilités plutôt que des besoins disciplinaires.

Un député (S) demande comment ils évaluent le résultat finalement obtenu et si la pétition doit être considérée comme ayant atteint son objectif. Il souligne que même si le maintien global du volume horaire a été obtenu, l'équilibre interne reste discutable.

M^{me} Opériol considère qu'un soutien politique supplémentaire serait utile pour consolider durablement la place de l'histoire dans la formation et sensibiliser les autorités à l'importance de cette discipline.

Un député (PLR) demande, si l'on souhaite renforcer la place de l'histoire ou en garantir le maintien, quelles disciplines devraient alors voir leur volume horaire diminuer.

M^{me} Opériol répond que la réforme actuelle crée un déséquilibre en faveur de disciplines à forte utilité préprofessionnelle. Elle estime nécessaire de préserver un équilibre entre les différentes composantes d'une formation générale.

M. Cantatore mentionne que l'informatique passera de 4 à 5 heures alors même que les enseignants concernés n'avaient pas formulé une telle demande. Il rappelle qu'au collège, l'informatique se concentre presque exclusivement sur la programmation, et non sur les compétences bureautiques. Il indique que cette réforme accorde des heures supplémentaires à certaines disciplines sans que celles-ci l'aient sollicité.

Un député (S) demande si les représentants de la discipline d'histoire ont été consultés au niveau fédéral dans le cadre de cette réforme ou si l'ensemble du processus est resté strictement cantonal.

M^{me} Opériol répond qu'à sa connaissance, aucune consultation n'a eu lieu au niveau fédéral pour la maturité. Elle précise que des consultations ont bien été menées pour le secondaire I, mais pas pour le degré maturité.

Un député (S) demande pourquoi aucune augmentation de la grille horaire n'a été envisagée.

M. Cantatore estime que la question est avant tout budgétaire, mais relève également un choix politique visant à préserver du temps libre pour les élèves. Il rappelle que d'autres cantons ont fait d'autres choix. Il confirme qu'il n'y a pas eu de volonté d'augmenter les horaires.

Un député (PLR) demande si, s'agissant des attentes de l'EPFL, une diminution des sciences humaines avait été explicitement demandée.

M. Cantatore indique que tel n'est pas le cas. Il rappelle que dès lors que la

grille horaire devait rester identique, la nécessité d'intégrer davantage d'heures pour les branches scientifiques impliquait mécaniquement d'en réduire dans d'autres branches.

De l'audition de M^{me} Anne Hiltbold, conseillère d'Etat – DIP (12.01.2026)

M^{me} Anne Hiltbold, conseillère d'Etat, est accompagnée de M^{me} Nathalie Leutwyler, directrice du service de l'enseignement – DIP

M^{me} Hiltbold observe que trois pétitions portant sur le collège sont en cours de traitement devant la commission. Elle rappelle avoir été auditionnée par la commission il y a une année concernant une pétition portant sur les sciences. Elle évoque également la M 3107 qui vise à sauver l'histoire et la géographie ainsi que la R 1065 dont le rapport vient d'être déposé et qui demande de sauver le latin. Elle ajoute avoir été entendue deux fois par la commission de l'enseignement pour faire un point de situation.

Cela étant, elle explique que le département a communiqué sur la nouvelle grille horaire et qu'une consultation a été réalisée. Elle ajoute que des arbitrages ont été opérés depuis lors. Elle rappelle à ce propos que les heures d'histoire ont été maintenues au collège et elle estime que la P 2253 sur l'histoire n'a plus lieu d'être. Elle précise qu'il a fallu augmenter les heures en art, parce que Genève était en dessous du pourcentage minimum. Elle remarque également qu'une heure a été ajoutée en informatique.

Elle répète que la P 2253 n'a plus lieu d'être.

De la discussion et du vote (02.02.2026)

Le président rappelle que les heures d'histoire ont été maintenues en définitive. Il indique que renvoyer la pétition au Conseil d'Etat entraînera un rapport de ce dernier. Or il remarque que le Conseil d'Etat a déjà donné une réponse. Il mentionne que déposer cette pétition sur le bureau du Grand Conseil revient à dire qu'elle n'a plus lieu d'être. Il estime par ailleurs que toute pétition est intéressante.

Une députée (PLR) partage cette position. Elle remarque qu'il est tout de même curieux de constater que la commission se pose encore la question de la signification du dépôt sur le bureau du Grand Conseil. Elle ajoute que ce vote représente parfois un refus, mais qu'en d'autres occasions, cela revient à faire confiance au Conseil d'Etat. Elle précise qu'en d'autres occasions encore, le dépôt sur le bureau revient à reconnaître que le travail a été mené. Elle rappelle également que le classement est un refus total par rapport au dépôt.

Le PLR, par la voix de ses commissaires, se prononce comme suit :

- Il propose le dépôt de la pétition sur le bureau du Grand Conseil ;
- Il mentionne que ce n'est pas la première fois que les enseignants viennent expliquer l'importance de leur discipline ;
- Il précise que personne ne remet en question la nécessité fondamentale de ces disciplines, notamment de l'histoire ;
- Il pense toutefois qu'il est nécessaire de mener une réflexion globale pour effectuer des arbitrages en cohérence avec les réalités de la société ;
- Il estime que ces arbitrages sont menés de manière cohérente et remarque que ce dossier a été pris en main par la conseillère d'Etat ;
- Il ne voit pas ce que la commission pourrait faire de plus ;
- Il craint qu'un renvoi de cette pétition au Conseil d'Etat ridiculise la commission ;
- Il pense qu'il n'est pas possible de demander davantage à la conseillère d'Etat, puisqu'elle a réglé le problème avec toutes les parties ;
- Il remarque que la commission connaît la situation et n'a pas de raison de demander un travail supplémentaire ;
- Il indique que les heures d'histoire et de latin existent toujours ;
- Il déclare que le français est également très important, voire plus, que l'histoire, puisque si l'on ne comprend pas les textes, il n'est pas possible d'accéder aux autres disciplines ;
- Il ajoute avoir le sentiment qu'un renvoi au Conseil d'Etat serait une sanction pour ennuyer la magistrature ;
- Il indique que M^{me} Hiltbold a fourni la grille de répartition des heures pour le collège et pour le secondaire II, que la situation est lisible et concrète, et que le sujet ne mérite pas que l'on s'y attarde ;
- Il rappelle que la P 2219 présentait une situation similaire avec un sujet très proche et que le dépôt sur le bureau avait été voté à l'unanimité ; il comprend en conséquence que certains partis estiment que l'histoire est plus importante que les sciences.

Voici la position du groupe du Centre :

- Il pense qu'il faut considérer chaque discipline dans le cadre d'un tout ;
- Il rappelle que la conseillère d'Etat a indiqué que le volume d'heures d'histoire ne serait pas diminué ;

- Il mentionne toutefois qu'il faut être attentif aux messages que le Grand Conseil envoie ;
- Il déclare que déposer la pétition sur le bureau signifierait que le Grand Conseil se désintéresse du sujet ;
- Il estime qu'étudier des contextes notamment historiques revêt une grande importance, tout comme l'intégration des différents savoirs dans ces contextes ;
- Il ne croit pas qu'il soit possible de comprendre le présent sans connaître le passé ;
- Il propose donc le renvoi de cette pétition au Conseil d'Etat.

Le groupe LJS, quant à lui, exprime l'opinion suivante :

- Il déclare que si le dépôt sur le bureau du Grand Conseil signifie que la commission s'est intéressée à la pétition, ce vote est proche d'un classement ;
- Il ajoute que cela revient à dire que la commission se moque du sujet ;
- Il partage dès lors la position du Centre.

Le groupe des Verts prend position comme suit :

- Il pense qu'il est nécessaire d'enfoncer le clou ;
- Il relève qu'il n'est pas exclu que la situation change à nouveau à l'avenir ;
- Il déclare que l'enseignement de l'histoire est vital à l'heure actuelle et qu'une faiblesse dans ce domaine représente un véritable danger pour les démocraties ;
- Il mentionne qu'il n'y a pas de défiance à l'égard de la magistrature, puisque si tel était le cas, toutes les pétitions lui seraient renvoyées ;
- Il indique que l'ère actuelle est très « scientifique » et que les disciplines comme l'histoire qui ont des incidences sur la vie des gens sont très importantes ;
- Il remarque que l'histoire a été remise en question, contrairement aux sciences.

Le groupe socialiste formule l'avis suivant :

- Il déclare que le groupe soutiendra le renvoi de la pétition au Conseil d'Etat, car la conseillère d'Etat s'est montrée laconique ;

- Il ajoute qu'il aurait été intéressant de la challenger ;
- Il se demande quels ont été les arbitrages en définitive et estime qu'il est important d'avoir un positionnement politique pour un futur éclairé ;
- Il déclare que puisque tout a déjà été fait, le Conseil d'Etat pourra reprendre les éléments pour le rapport ;
- Il note que le Conseil d'Etat pourra valoriser dans son rapport le travail qu'il a mené lorsque la pétition lui aura été renvoyée.

Le groupe UDC émet les remarques que voici :

- Il observe avoir été convaincu par les personnes auditionnées et estime que la pétition a du sens ;
- Il rappelle que le département indique toujours que le travail a déjà été fait et qu'en mesurant les choses à cette aune, il serait possible de déposer toutes les pétitions ;
- Il mentionne que le signal est important, raison pour laquelle son groupe renverra la pétition au Conseil d'Etat.

Vote

Vote sur le renvoi de la P 2253 au Conseil d'Etat :

Oui :	8 (3 S, 1 Ve, 1 LJS, 1 LC, 2 UDC)
Non :	6 (2 MCG, 4 PLR)
Abstentions :	1 (1 Ve)

La P 2253 est renvoyée au Conseil d'Etat.

« Si vous voulez comprendre aujourd'hui, vous devez chercher hier. »

Pearl S. Buck, romancière américaine (1892-1973)

« Une génération qui ignore l'histoire n'a pas de passé – ni de futur. »

Robert A. Heinlein, auteur américain (1907-1988)

Date de dépôt : 25 mars 2026

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de Joëlle Fiss

La pétition

La pétition 2253 « pour le maintien des heures d’histoire au collège », déposée au Grand Conseil, demande de garantir le maintien du volume d’heures d’enseignement de l’histoire au collège suite à des réformes. Environ 1751 signatures électroniques accompagnent la version papier de la pétition.

Prise de position de la minorité

Pour la minorité, le maintien de l’enseignement de l’histoire au collège est d’une importance capitale et non négociable. L’étude de l’histoire permet de développer le sens civique, l’esprit critique et la compréhension du monde.

Déposer cette pétition sur le bureau du Grand Conseil ne signifie en aucun cas en diminuer l’importance. La minorité est en faveur du dépôt simplement parce que la conseillère d’Etat chargée du DIP, M^{me} Anne Hiltpold, a confirmé que les heures d’histoire sont bel et bien maintenues au collège, rendant la pétition 2253 sans objet, puisque ses demandes ont été respectées.

La P 2219 présentait une situation similaire et un sujet très proche. Or le dépôt avait été voté à l’unanimité. Ne pas suivre la même voie pour la P 2253 revient à dire que pour certains partis politiques, l’histoire est plus importante que les sciences. Ce n’est pas du tout le cas de la minorité.

Remarque sur le vote en commission

La pétition 2253 « pour le maintien des heures d’histoire au collège » a été débattue – et votée – en même temps que la pétition 2255 « Sauvegardons l’étude du latin au collège et la filière latine du cycle d’orientation (CO) jusqu’à l’université ! ». Bien que ces deux pétitions soient en quelque sorte des « jumelles » visant à promouvoir les branches des humanités, le résultat des votes en commission a été différent.

Ce positionnement engendre une véritable perplexité pour la minorité, car il reflète un manque de cohérence. Dans les deux cas, la présente rapporteure a adopté la même position, mais elle s'est trouvée une fois minoritaire (pour l'histoire) et l'autre fois majoritaire (pour le latin) !

Admission des pétitionnaires que l'objectif de la pétition a été réalisé

Lors de la présentation de la pétition le lundi 17 novembre 2025, l'une des auditionnées a expliqué que la démarche des pétitionnaires trouvait son origine dans le projet de refonte de la maturité gymnasiale, lequel prévoyait initialement une réduction des heures d'histoire au collège. Elle a admis que le modèle finalisé maintient le volume horaire actuel et a estimé que la pétition a contribué à ce résultat. Cela signifie – et tout le monde est d'accord – que l'objectif a été réalisé. Pour rappel, un groupe de travail avait été constitué au sein de la Société suisse d'histoire afin de défendre l'enseignement de la discipline.

Conclusion

La minorité rappelle que renvoyer cette pétition au Conseil d'Etat entraînera un rapport de ce dernier. Or une réponse a déjà été donnée. Toute pétition est intéressante, car elle incarne une volonté populaire, mais le renvoi à l'exécutif n'est nécessaire que si une réponse manque. Dans le cas présent, la minorité fait confiance au Conseil d'Etat. Affirmer l'importance de l'étude de l'histoire peut être fait sans donner plus de travail au gouvernement.